



le 18 août 2020

contact@capen71.fr

Communiqué

NEONICOTINOÏDES : TOUT FAUX, M. DECERLE* ET VOTRE POSITION POLITIQUE EST ECOLOGIQUEMENT IRRESPONSABLE

Malgré un passé industriel des sucreries (Ciel, Chalon) la culture de la betterave a disparu en S&L et ne fait que subsister en Bourgogne Franche Comté. Mais l'usage des néonicotinoïdes obtenu par dérogation pour sauver la filière industrielle betteravière française est la porte ouverte à des dérogations d'opportunité pour d'autres cultures utilisant des pesticides (céréales, dont le maïs). Une utilisation qui ne cesse d'augmenter au détriment de la santé publique et de la biodiversité.

La décision du gouvernement et de LREM et la volte-face de Barbara POMPILI constituent un reniement sur la question primordiale de ces insecticides tueurs d'abeilles. L'interdiction générale de ces substances correspondait à la priorité majeure en matière de protection de l'environnement et de la santé publique concernant les phytosanitaires.

Cette décision est d'autant plus inacceptable qu'il existe d'autres produits homologués et utilisés pour lutter contre le puceron de la betterave pour lesquels l'ANSES admettait qu'il n'y avait pas d'impasse technique pour la filière. La production bio n'est pas atteinte par la « jaunisse ».

Pour le député européen de S&L « *les néonicotinoïdes ne pourront pas embêter les abeilles* »...Ce porte-parole agricole ne peut ignorer que ces insecticides puissants imprègnent déjà l'environnement depuis des décennies, et resteront un poison mortel, non seulement pour les abeilles, mais aussi pour de nombreux autres insectes, d'autres organismes de la faune, détruisant de manière irrémédiable les chaînes trophiques vitales et l'environnement en général (sols, eaux..)

Cette décision constitue donc également un risque économique majeur pour l'avenir de toute l'agriculture. Préférer le soutien aveugle et réducteur à une filière industrielle au détriment des alternatives existantes, de la préservation de la biodiversité et de la santé publique constitue bien un choix politiquement irresponsable.

Ce choix autoritaire interroge fortement sur l'honnêteté de l'affichage environnemental actuel au plus haut sommet de l'Etat.

*JSL du 11 août 2020

Pour aller plus loin : www.generations-futures (pétition) – www.confederationpaysanne.fr